



Communiqué de presse

Dakar, le 30 novembre 2023

Dakar Mobilité réunit les financements du tout premier système de bus BRT 100 % électrique en Afrique subsaharienne

Dakar Mobilité, une société sénégalaise détenue par Meridiam et le Fonds souverain d'Investissements stratégiques du Sénégal (FONSIS), a réuni l'ensemble des 135 M€ (millions d'euros) nécessaires au déploiement du futur réseau de bus BRT électriques de Dakar. Pour l'occasion, Proparco, EAIF, PIDG TA (Assistance Technique) et l'Union européenne (UE) se sont donné la main afin d'assurer ce financement.

Confronté à une congestion chronique de la circulation à Dakar, qui engendre une insécurité routière, une forte pollution de l'air et des émissions de gaz à effet de serre conséquentes, le **Conseil exécutif des transports urbains durables (CETUD)** a entrepris un vaste programme de restructuration du réseau de transport urbain de la capitale sénégalaise, notamment grâce à la mise en place d'un système de «*Bus Rapid Transit*» – BRT. Au moment de sa mise en service, le système reliera la gare routière de Petersen située à Dakar Plateau (dans le centre-ville) à la préfecture de Guédiawaye dans la banlieue nord, grâce à une flotte de 121 bus, alimentés à 100 % de façon électrique. Une première en Afrique subsaharienne !

Pour financer les équipements du BRT de Dakar, un prêt d'un montant de 85,4 M€ est apporté à parts égales par **Proparco**, filiale de l'Agence française de développement, en charge du secteur privé, et **Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF)**, agissant par l'intermédiaire de sa société de gestion Ninety-One. Tous deux mettent également à disposition de Dakar Mobilité un prêt pour un total de 6,4 M€ afin de financer le remplacement des batteries des bus à la fin de leur durée de vie (8 ans). Deux subventions, l'une déléguée par l'**Union européenne (UE)** pour un montant de 7 M€, l'autre sécurisée auprès de **PIDG TA** pour environ 9 M€, viennent compléter le financement du projet. Le solde étant apporté par **Meridiam** et le **FONSIS**.

Le financement de l'**Union Européenne** est inclus dans le paquet d'investissements mobilisé dans le cadre de la stratégie européenne du **Global Gateway**, visant notamment à renforcer des liaisons intelligentes, propres et sécurisées dans les secteurs du numérique, de l'énergie et des transports y inclus la mobilité urbaine. L'UE s'efforce ainsi d'améliorer la qualité de vie des populations dans les villes en promouvant des solutions de mobilité urbaine propre.

Le BRT deviendra un mode de transport majeur de l'agglomération dakaroise, avec un **objectif à terme de 300 000 voyageurs/jour circulant entre la périphérie et le centre de la ville.** Il

parcourra Dakar sur 18,3 km, desservant 23 stations et reliant, du Nord au Sud, 14 communes parmi les plus peuplées, au travers de 4 lignes (1 ligne « omnibus » et 3 lignes express ou semi express). Les Dakarois devraient pouvoir emprunter les premiers bus BRT d'ici à janvier 2024, avec une mise à disposition complète du système envisagée avant l'été 2024.

Alors que les infrastructures du BRT ont été construites sous la responsabilité directe du CETUD, celui-ci a délégué - pour une durée de 15 ans - l'acquisition et la maintenance du matériel roulant et des systèmes associés, ainsi que l'exploitation du BRT à **Dakar Mobilité**, société privée de droit sénégalais. Dakar Mobilité est détenue par la société d'investissement à mission **Meridiam** (70 %) et le **FONSIS** (30 %), le fonds souverain sénégalais.

À ce jour, le projet BRT de Dakar est l'un des plus innovants en termes de transition énergétique développé en Afrique. Il participe à la construction d'un système complet de mobilité, efficace, inclusive, fiable et bas carbone pour le Grand Dakar, dont les incidences positives pour les populations dakaroises et le Sénégal sont nombreuses :

- Dakar Mobilité créera, grâce au BRT, environ 1 000 emplois directs et locaux en privilégiant l'accès à l'emploi des femmes et en veillant à ce que les jeunes bénéficient des expertises internationales mobilisées sur le projet pour développer des compétences solides en transport public de masse.
- Les usagers du BRT verront leur temps d'accès vers les emplois, les services essentiels et les activités du centre-ville se réduire, avec une nette amélioration de la qualité de service. Les bus permettront de relier les deux extrémités de la ligne (Petersen et Guédiawaye) en 45 minutes au lieu de 90 minutes aujourd'hui.
- L'accessibilité améliorée des habitants des zones périphériques aux emplois, services et activités du centre-ville de Dakar favorisera l'emploi au sein du bassin dakarois. Dakar Mobilité prévoit de mettre en place un tarif social pouvant aller jusqu'à -50 % de réduction par rapport au tarif standard afin de permettre aux populations défavorisées de profiter de ces nouvelles opportunités.
- Le projet a prévu des aménagements de qualité et inclusifs, dans les stations et alentour, afin de sécuriser la circulation piétonne et garantir une bonne gestion des flux, avec des éclairages publics sur les routes annexes le long du BRT pour diminuer le risque d'agressions des femmes, un espace dans chaque bus pour les passagers en fauteuil roulant et six places réservées aux personnes à mobilité réduite. Le plan d'action genre financé par l'UE mettra l'accent sur la place des femmes dans le transport.
- Le BRT est l'un des piliers essentiels d'une stratégie ambitieuse pour une mobilité urbaine durable. Il contribuera à la **qualité de l'air** à Dakar et à la **réduction des émissions de gaz à effet de serre du pays, avec environ de 59 000 tonnes de CO₂ évitées par an** selon Dakar Mobilité.
- En parallèle du BRT, le CETUD réorganise progressivement certaines lignes de bus exploitées par les AFTU et Dakar Dem Dikk, afin d'assurer un rabattement efficace des voyageurs vers le BRT et le train express régional (TER), inauguré en 2021. Outre le BRT, le TER et leurs lignes de rabattement, le réseau global de transport collectif de l'agglomération de Dakar sera complété en aval par le réseau de bus classiques.

Le projet BRT contribuera ainsi aux **Objectifs de développement durable** : ODD #9 (industrie, innovation et infrastructure), ODD #11 (villes durables) et ODD #13 (changement climatique).

À propos de Meridiam

Meridiam a été fondée en 2005 par Thierry Déau, avec la conviction que l'alignement des intérêts des secteurs public et privé peut apporter des solutions aux besoins essentiels de la collectivité. Meridiam est une société à mission (B Corp) spécialisée dans le développement, le financement et la gestion à long terme d'infrastructures publiques durables dans trois secteurs d'activités : les services publics essentiels, la mobilité durable et les solutions innovantes bas carbone. Avec des bureaux à Addis Abeba, Amman, Dakar, Istanbul, Johannesburg, Libreville, Luxembourg, New York, Paris, Vienne, et Washington, Meridiam gère plus de 20 milliards de dollars et plus de 120 projets à ce jour. Meridiam est certifiée ISO 9001 : 2015, Sustainability rating de niveau Advanced par VigeoEiris (Moody's), ISO 37001 Anti-Corruption (AFNOR) et a développé sa propre méthodologie en matière d'ESG (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) et d'impact basée sur les Objectifs de Développement Durable de l'ONU (ODD ou SDG).



Contacts Presse :

Agence Nawaari : Aïssatou Baldé - Directrice - +225 07 04 75 08 64 - +33 6 03 33 84 34 - contact@aissatoubalde.com

Josiane Konan - Attaché de presse - presse@nawaari.com

Antoine Lenoir: +33 6 07 50 75 85 - a.lenoir@meridiam.com

À propos du FONSI

Le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques S.A., FONSI, a été créé par la loi 2012-34 promulguée le 31 décembre 2012. C'est une société anonyme détenue à 100 % par l'Etat du Sénégal. A travers ce Fonds, le Sénégal a choisi d'adopter une nouvelle vision du développement et de concrétiser son choix d'utiliser le puissant levier du capital-investissement pour une croissance soutenue, créatrice d'emplois et de richesse. Pour cela, le FONSI fédère les investisseurs nationaux et étrangers autour de projets stratégiques privés ou de Partenariats Public Privé (PPP), notamment ceux du Plan Sénégal Emergent (PSE). Le FONSI investit directement ou indirectement, à travers des fonds thématiques ou sectoriels qu'il met en place, pour accélérer la croissance des entreprises. Le FONSI dans le cadre de ces projets a développé un effet de levier de 1 pour 10. Pour chaque Franc apporté par le Fonds souverain, ses partenaires ont investi 10 francs CFA.

Contact Presse : Awa SARR ; asarr@fonsis.org

À propos de Proparco

Proparco, filiale du groupe Agence française de développement, agit depuis plus de 45 ans aux côtés des acteurs privés au service d'un monde plus juste et plus durable. Dotée d'un réseau international de 23 implantations locales, Proparco est au plus proche de ses partenaires pour construire les solutions durables en réponse aux enjeux environnementaux et sociaux en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine. Proparco dispose d'une expertise sectorielle, d'une gamme d'outils financiers diversifiée et adaptée aux différents stades de développement de l'entreprise notamment avec sa filiale Digital Africa et d'une offre d'accompagnement technique Propulse, pour démultiplier les impacts et la performance de ses partenaires.

Avec sa nouvelle stratégie 2023-2027 « Agir ensemble pour plus d'impacts », Proparco explore, renforce et amplifie ses modes d'intervention avec ses partenaires. Pour en savoir plus : <https://www.proparco.fr/fr/strategie>.

Plus d'informations : <http://www.proparco.fr> | [@Proparco](#) | [LinkedIn](#)

Contact Presse : Christoph Haushofer ; presse@proparco.fr

À propos de l'Union européenne

L'Union européenne (UE) est composée d'États membres qui se sont regroupés dans les domaines économique et politique, afin d'assurer le maintien de la paix en Europe et de favoriser le progrès économique et social. La Commission participe à la stratégie globale de l'UE, propose de nouvelles législations et politiques, assure le suivi de leur mise en œuvre et gère le budget de l'Union. Elle contribue également de manière essentielle à soutenir le développement international et à octroyer une aide humanitaire.

Contact Presse : Rose Kane ; rose.kane@eeas.europa.eu

À propos du EAIF

Le Fonds d'infrastructure pour l'Afrique émergente (Emerging Africa Infrastructure Fund) propose une diversité de titres de dette destinés à des projets d'infrastructure principalement promus par des entreprises du secteur privé en Afrique et dans certaines parties du Proche-Orient. EAIF finance des réseaux d'infrastructure cruciaux pour assurer la stabilité économique durable des pays, renforcer la confiance des entreprises, favoriser la création d'emplois et réduire la pauvreté. Jusqu'à maintenant, le fonds a soutenu la réalisation de 96 projets d'infrastructure dans neuf secteurs et dans plus de 20 pays africains. Au 31 décembre 2022, le portefeuille de titres de dette engagés de l'EAIF s'élevait à

plus de 1,15 milliard de dollars. L'EAIF fait partie du PIDG et a été créé et financé en grande partie par les gouvernements du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la Suisse et de la Suède. Il mobilise son capital d'emprunt auprès de sources publiques et privées, dont Allianz, une société mondiale d'assurance et de services financiers, Standard Chartered Bank, la Banque africaine de développement, l'institution allemande de financement du développement, KfW, et FMO, la banque néerlandaise de développement. Ninety One assure la gestion de l'EAIF.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.eaif.com

À propos du PIDG

Le Groupe de développement des infrastructures privées (PIDG) est une organisation de développement et de financement des infrastructures qui encourage et mobilise l'investissement privé dans des infrastructures pionnières sur les marchés frontières de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud et du Sud-Est afin de promouvoir le développement économique et de lutter contre la pauvreté. Le PIDG concrétise son ambition en s'appuyant sur ses valeurs d'opportunité, de responsabilité, de sécurité, d'intégrité et d'impact. Depuis 2002, le PIDG a soutenu 211 projets d'infrastructure jusqu'à leur clôture financière, ce qui a permis à environ 222 millions de personnes d'avoir accès à des infrastructures nouvelles ou améliorées. Le PIDG est financé par six gouvernements (Royaume-Uni, Pays-Bas, Suisse, Australie, Suède, Allemagne) et la SFI. L'assistance technique (AT) du PIDG peut fournir une assistance technique et des subventions en capital aux entreprises du PIDG pour répondre à une série de besoins associés au cycle de vie d'un projet d'infrastructure. L'assistance technique du PIDG peut également fournir des subventions initiales de financement du déficit de viabilité pour soutenir les projets du PIDG qui ont besoin d'un financement concessionnel pour rendre finançable un projet ayant un fort impact sur le développement.

www.pidg.org

À propos de Ninety One

Ninety One est un gestionnaire d'actifs mondial, indépendant et actif, coté aux bourses de Londres et de Johannesburg. Établie en Afrique du Sud en 1991, sous le nom d'Investec Asset Management, la société a été pionnière sur les marchés émergents en Afrique. En 2020, près de trois décennies de croissance organique plus tard, la société s'est séparée du groupe Investec pour devenir Ninety One. Aujourd'hui, Ninety One propose aux institutions, aux conseillers et aux investisseurs individuels du monde entier des stratégies actives distinctives en matière d'actions, de titres à revenu fixe, d'investissements multi-actifs et d'investissements alternatifs.

www.ninetyone.com